

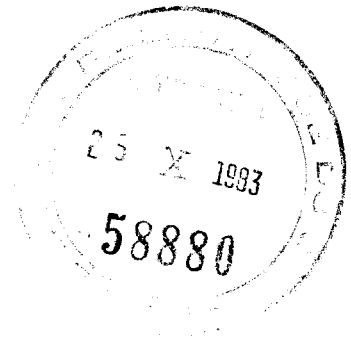
L'avenir des peuples pasteurs

Compte rendu de la conférence
tenue à Nairobi (Kenya)
du 4 au 8 août 1980

ARCHIV
54028

34028

l'avenir des peuples pasteurs



ARCHIV
397
= 2F

Le Centre de recherches pour le développement international, société publique créée en 1970 par une loi du Parlement canadien, a pour mission d'appuyer des recherches visant à adapter la science et la technologie aux besoins des pays en voie de développement; il concentre son activité dans cinq secteurs : agriculture, alimentation et nutrition; information; santé; sciences sociales; et communications. Le CRDI est financé entièrement par le Parlement canadien, mais c'est un Conseil des gouverneurs international qui en détermine l'orientation et les politiques. Établi à Ottawa (Canada), il a des bureaux régionaux en Afrique, en Asie, en Amérique latine et au Proche Orient.

© Centre de recherches pour le développement international, 1983
Adresse postale : B.P. 8500, Ottawa (Canada) K1G 3H9
Siège : 60, rue Queen, Ottawa

Galaty, J.G.
Aronson, D.
Salzman, P.C.
Chouinard, A.

Commission on Nomadic Peoples, Montreal, Que. CA
University of Nairobi, Institute for Development Studies, Nairobi KE

IDRC-175f

L'avenir des peuples pasteurs : compte rendu de la conférence tenue à Nairobi, Kenya, 4-8 août 1981. Ottawa, Ont., CRDI, 1983. 432 p. : ill.

/Nomades/, /nomadisme/, /population rurale/, /stratégie de développement/, /Afrique orientale/, /Afrique occidentale/, /Moyen Orient/ – /anthropologie/, /développement rural/, /planification du développement/, /cheptel/, /agroéconomie/, /femmes/, /équilibre écologique/, /production animale/, /établissements humains/, /rapport de conférence/, /liste des participants/.

CDU: 397.7

ISBN: 0-88936-383-8

Édition microfiche sur demande

This publication is also available in English.

l'avenir des peuples pasteurs

compte rendu de la conférence tenue à nairobi (kenya)
du 4 au 8 août 1980

**Rédacteurs : John G. Galaty, Dan Aronson,
Philip Carl Salzman,**

*Commission des peuples nomades, aux bons soins du
Département d'anthropologie, Université McGill,
855, rue Sherbrooke ouest, Montréal (Canada)*

et Amy Chouinard

*Division des communications, Centre de recherches pour le
développement international, Ottawa (Canada)*

*Sous l'égide de la Commission des peuples nomades de l'Union internationale
des sciences anthropologiques et ethnologiques, en collaboration avec l'Institute
for Development Studies de l'Université de Nairobi et l'aide du Centre de recher-
ches pour le développement international (Ottawa), du Conseil international des
sciences sociales (Paris), de la Wenner-Gren Foundation for Anthropological
Research (New York) et de l'Université McGill (Montréal).*

table des matières

<i>avant-propos</i>	7
<i>liste des participants</i>	11
<i>priorités de recherche et développement pastoral : que faire?</i>	15
<i>discours d'ouverture</i>	29
l'avenir des peuples pasteurs	R.S. Musangi 32
quelques observations au sujet du rôle des conseillers et des avocats	Philip Carl Salzman 34
<i>le rôle de l'anthropologie en matière de développement pastoral</i>	41
le développement des pasteurs nomades : qui en bénéficie?	Dan R. Aronson 44
l'approche anthropologique du développement économique	Walter Goldschmidt 55
priorités de recherche en matière d'études pastorales : plan des années 1980	Michael M. Horowitz 65
élevage et mode de vie : répertoire des années 1980	Daniel G. Bates et Francis Paine Conant 96
l'échec des programmes de développement économique pastoral en Afrique	Walter Goldschmidt 110
l'anthropologue en tant que médiateur	Emanuel Marx 129
<i>l'économie politique du pastoralisme</i>	139
les facteurs politiques déterminant l'avenir des peuples pasteurs	Philip Carl Salzman 142
les troupeaux, le commerce et les céréales : une vision régionale du pastoralisme	Anders Hjort 147
l'évolution des politiques de développement des régions pastorales du Kenya	S.E. Migot-Adholla et Peter D. Little 157
les retombées théoriques des stratégies de développement pastoral en Afrique orientale	Peter Rigby 172
l'espace pastoral du gourma malien : l'occupation humaine et animale	André Bourgeot 181
l'éducation des pasteurs nomades : la planification du développement par tâtonnement	John A. Nkinyangi 201
<i>l'économie du pastoralisme</i>	217
la production dans les sociétés pastorales	Gudrun Dahl 220
l'élevage en tant que source de nourriture et de revenus	H.K. Schneider 232
les institutions économiques et la gestion des ressources pastorales : considérations liées à la stratégie de développement	Peter N. Hopcraft 248

- consommation et commercialisation des produits pastoraux chez les kel
tamacheq de la boucle du niger (mali) **Ahmed Ismail Ag**
Hama 270
- les femmes et le développement pastoral : orientations prioritaires de la
recherche en sciences sociales **Vigdis Broch-Due, Elsie Garfield et**
Patti Langton 277
- changements récents des systèmes bédouins de production de bétail dans la
steppe syrienne **Faik A. Bahhady** 285
- le rôle du gouvernement dans le développement pastoral** 295
- organisation du rôle du gouvernement dans le secteur pastoral
Stephen Sandford 298
- organisations pour le développement pastoral : contextes de causalité,
changement et évaluation **John G. Galaty** 313
- sédentarisation des bédouins : structure organisationnelle, juridique et
administrative en jordanie **Kamel S. Abu Jaber et Fawzi A.**
Gharaibeh 324
- sédentarisation des nomades au soudan **Mustafa Mohamed**
Khogali 333
- sédentarisation des pasteurs nomades et pastoralisation des agriculteurs au
mali **Salmane Cissé** 351
- développement du bétail et exploitation des pâturages au nigéria
Moses O. Awogbade 358
- politique de planification et société bédouine dans l'émirat d'oman
Mohsin Jum'a Mohammed 368
- le processus de recherche : stratégies, buts et méthodes** 371
- méthode d'inventaire et de contrôle des processus de l'écosystème
pastoral **H.J. Croze et M.D. Gwynne** 374
- les modèles indigènes temporels et spatiaux comme clé des études
écologiques et anthropologiques **Rada Dyson-Hudson** 388
- recueil et interprétation des données quantitatives dans les sociétés
pastorales : réflexions sur certains cas étudiés en éthiopie
Ayele Gebre Mariam 395
- pertinence du passé dans les projections relatives aux peuples
pastoraux **Daniel Stiles** 407
- ouvrages de référence** 417

les facteurs politiques déterminant l'avenir des peuples pasteurs

Philip Carl Salzman, *Département d'anthropologie,
Université McGill, Montréal (Canada)*

La thèse exposée ici consiste à dire que les questions politiques constituent le principal facteur déterminant les diverses formes et organisations sociales et l'un des éléments fondamentaux de la préservation ou de la modification de l'ordre social et qu'il convient, en conséquence, d'accorder une attention particulière aux processus et aux structures politiques dans les recherches sur la situation actuelle et les possibilités futures des peuples pasteurs.

Le fait de privilégier ainsi l'importance de la politique n'est pas contraire à une vision pluraliste ou à causes multiples du processus social mais en est en fait l'expression puisque s'y exercent un certain nombre d'influences psychologiques, démographiques, écologiques, organisationnelles, économiques, culturelles et politiques, au moins partiellement indépendantes entre elles. J'estime qu'il est peu probable, et les analyses historiques et sociologiques le corroborent rarement, qu'un seul facteur soit globalement déterminant, même à long terme ou en dernière analyse. Donc, tout en mettant l'accent dans ce document sur l'importance du facteur politique, je ne veux pas dire par là que la politique soit l'unique ni même la principale influence s'exerçant sur la vie sociale ou qu'elle seule entraîne des modifications dans les autres domaines sans en être modifiée en retour.

L'une des principales raisons qui explique l'importance de la politique vient du fait, méconnu et négligé, que les gens ont des préoccupations, des objectifs et des buts politiques qui sont des fins en soi et qu'ils jugent dignes d'être poursuivis pour leur seul mérite. En voici quelques exemples (1) l'ordonnance du processus social, (2) la paix dans les relations de groupe, (3) la sécurité contre les incursions, (4) l'autonomie du groupe et (5) la domination des autres. Ce sont là des objectifs qui peuvent être, et qui sont fréquemment, dignes d'être poursuivis en soi, qui peuvent déterminer l'action collective et sont susceptibles de définir les stratégies sociales. Ils ne sont pas toujours compatibles entre eux et, souvent, un ordre de priorité s'établira. Ils ne sont pas non plus nécessairement compatibles avec d'autres objectifs de nature différente : écologique, économique, culturelle, etc. et, dans ce domaine, les priorités vont aussi différer d'une personne ou d'un groupe à l'autre.

La deuxième grande raison expliquant l'importance de la politique est le recours aux moyens politiques; l'exercice de l'influence, des menaces et de la coercition pour atteindre des objectifs et des buts déterminés. Les moyens politiques peuvent servir à atteindre des buts politiques mais ils peuvent aussi servir à atteindre d'autres types d'objectifs. C'est en fonction de la situation que l'on déterminera jusqu'à quel point et dans quelle circonstance tel ou tel moyen politique pourra être utilisé pour atteindre certains objectifs de l'individu et du groupe.

La troisième raison qui explique l'importance de la politique est la manière dont le pouvoir et la coercition exercés de l'extérieur peuvent influencer, modifier, transformer et même détruire un groupe, une société, un mode de vie.

Les termes d'échanges intersociaux sont largement engendrés par des facteurs non politiques ; démographie, technique et culture, mais les confrontations résultent largement de l'équilibre ou du déséquilibre des pouvoirs. Ceci est particulièrement important dans le domaine des relations existant entre les populations locales et régionales et les représentants des organismes suprarégionaux, nationaux et supranationaux.

J'estime, en résumé, que la façon dont les gens agissent, ce qu'ils pensent, ce qu'ils disent et ce qu'ils font ainsi que la situation dans laquelle ils se trouvent, qu'ils le veuillent ou non, les démarches sociales auxquelles ils participent et les structures qui, à un degré ou à un autre, les gênent ou les encouragent, peuvent être considérés comme étant largement le résultat de la politique, des préoccupations, des objectifs et des buts politiques, des moyens politiques servant à des fins politiques ou non et du pouvoir politique exercé par des sources extérieures.

la politique chez les peuples pasteurs

Je voudrais commencer ma discussion de la politique chez les peuples pasteurs en établissant une distinction simpliste entre politique pastorale indigène et politique d'encerclement. La politique pastorale indigène est à la base d'une politique décentralisée et fragmentée à laquelle participent les groupes autonomes et contingents. Par contre, la politique d'encerclement est une lutte entre le pouvoir de contrôle et de domination d'un côté et d'autonomie de l'autre, entre un organe étendu, suprarégional et centralisé, d'une part, et de petites populations locales et régionales, d'autre part.

On a vu au cours de l'histoire de nombreux exemples de politique d'encerclement impliquant des peuples pasteurs, tout particulièrement en Asie du sud-ouest, en Afrique du Nord et en Asie orientale, bien que la politique pastorale indigène soit loin d'avoir disparu, tout particulièrement dans les régions les plus éloignées, on assiste nettement au renforcement de la tendance enregistrée au cours des cent dernières années à pratiquer une politique d'encerclement. Il suffit de constater que les organismes d'État ont acquis une puissance considérable comparativement aux populations locales, ce fait étant attribuable aux progrès techniques réalisés dans le domaine des transports, des communications et de la guerre, tout particulièrement de la guerre. C'est le résultat du mariage entre le développement des États et les techniques de pointe. Il ne s'agit pas, à mon avis, d'un problème lié au système capitaliste mondial, à l'expansionnisme socialiste ou au néo-colonialisme. Il s'agit de l'emploi de la force militaire et de techniques diverses pour renforcer le pouvoir des États, phénomène caractéristique des quelques centaines d'années qui viennent de s'écouler et qui s'est accéléré récemment dans les zones qui comptent d'importantes populations pastorales. Le régime ottoman et la République de Turquie, le pouvoir tsariste et la République des Soviets en Afrique centrale, le Maroc colonial et post-colonial, l'Iran impérial et islamique, la Mongolie socialiste ; tous ces pays ont en commun l'encerclement des populations pastorales locales, qu'il s'agisse de régimes impériaux ou républicains, coloniaux ou indépendants, capitalistes ou socialistes, la puissance de feu moderne étant dévastatrice sous toutes les latitudes.

Donc, pour les peuples pasteurs, le facteur primordial de l'époque récente et moderne est l'importance prise par l'État et le renforcement de son contrôle par des moyens militaires. En conséquence, lorsque l'on veut comprendre la situation actuelle des peuples pasteurs, il faut avant tout tenir compte de la réalité politique de l'encerclement. Même avant que l'État moderne ne prenne toute sa force et que les peuples pasteurs ne soient efficacement encerclés, l'influence des organismes d'État n'était pas négligeable, même sur les peuples pasteurs échappant au contrôle des États. On trouve un exemple impressionnant chez les Turkmènes Yomut, décrits par Irons (1975), dont le mode de vie nomade et pasteur répondait avant tout à la menace de l'armée impériale iranienne. En conséquence, les normes potentielles agricoles de la région n'étaient pas pleinement exploitées par les Yomut et ne le sont devenues que récemment lorsque les Yomut ont été conquis et encerclés par l'État. Dans la pratique, ils ont été sédentarisés de force par le Chah Reza et le sont restés tant que celui-ci a conservé le trône. Un bref retour à l'autonomie des Yomut à la suite de l'abdication du Chah Reza a entraîné la résurgence du nomadisme et du pastoralisme, mais la consolidation de l'État iranien qui a eu lieu depuis s'est traduit par l'expropriation des ressources locales, le déclin des formes politiques et sociales traditionnelles et une importante régression du pastoralisme.

Pour quelle raison les gouvernements devraient-ils s'attaquer à des pasteurs innocents qui parcourent les pâturages avec leurs troupeaux; pour quelle raison les appareils d'État consacrent du personnel, de l'argent, du temps et de l'énergie à assimiler ces peuples pauvres et marginaux? La réponse est, bien entendu, que du point de vue politique, ces pasteurs ne sont pas, et n'ont jamais été, ni innocents ni marginaux. Les Turkmènes constituent un bon exemple de guerriers pillards, s'attaquant aussi bien aux paysans qu'aux caravanes, prenant des butins et des esclaves et s'opposant au mode de vie et aux activités commerciales exercées par les paysans. De ce point de vue, les Turkmènes sont représentatifs de nombreux peuples pasteurs de l'Asie du Sud-Ouest, de l'Afrique du Nord et de l'Ouest, et de l'Asie orientale. Dans l'Est et le Sud de l'Afrique, les peuples pasteurs se contentaient de s'étendre au détriment de leurs voisins chasseurs et cultivateurs. Les pasteurs étaient non seulement des guerriers pillards, mais ils étaient en outre organisés en corps politiques, disposant souvent de symboles politiques et possédant même des responsables revendiquant une autonomie et même une ascendance régionale. Ces organes politiques locaux, souvent qualifiés de tribus dans les ouvrages spécialisés, constituaient non seulement un obstacle politique pour toute autorité centrale aspirant au pouvoir, mais représentaient souvent une menace politique directe car on a vu à maintes occasions un régime d'État conquis par les peuples de tribus et remplacé par des dynasties tribales. Et, si la menace politique ne suffisait pas, il y avait le conflit culturel entre des régimes d'État ayant souvent une individualité et des traditions différentes et les peuples pasteurs situés aux confins du territoire qu'ils contrôlent; là encore, les Turkmènes situés aux frontières de la Perse et de l'Iran sont exemplaires, étant différents du point de vue ethnique, déviants au niveau de l'organisation et s'écartant en tant que tribu de la civilisation urbaine et paysanne. Le schéma est caractéristique, depuis les Peul à l'Ouest jusqu'aux Mongols à l'Est. En conséquence, les organes d'État ont de sérieuses raisons de s'inquiéter des menaces que présentent les peuples pasteurs. Outre ces menaces, les populations de pasteurs, leurs animaux et les terres qu'ils contrôlent, constituent des ressources potentielles pour l'État. De toute évidence, les États ont de très bonnes raisons de renforcer le contrôle qu'ils exercent sur leurs peuples pasteurs et, lorsqu'ils ont les moyens militaires de le faire de manière efficace et rentable, ils ne s'en privent pas,

ce que firent par exemple le Chah Reza et, plus tard, le Chah Mohammed Reza avec les Turkmènes et aussi avec les Baluchs, les Qashqai, les Bakhtiari, les Kurdes, etc.

La situation actuelle des peuples pasteurs découle dans une large mesure de ce renforcement des États et de l'imposition de moyens de contrôle. Les Yoruk du Sud de la Turquie, décrits par Bates (1973), ont pu s'installer dans la région qu'ils occupent à l'heure actuelle parce que le gouvernement national a obligé les occupants précédents, des Turkmènes jugés remuants, à se sédentariser. Une fois en place, les Yoruk ayant perdu pratiquement leur organisation et leurs responsables politiques traditionnels, ont dû s'adapter aux intérêts et au bon vouloir des agriculteurs locaux soutenus par le gouvernement. C'est ainsi que le calendrier et le trajet des migrations pastorales n'ont pas tant été déterminés par la nécessité de répondre dans l'idéal aux besoins du bétail que par le cycle des travaux agricoles des paysans des environs. En outre, étant donné que le gouvernement a donné des droits aux paysans sur les pâturages, les Yoruk ont dû louer des pâturages pour leurs animaux. Les Masaï, décrits par Galaty (1980) n'ont pas plus de chance : une grande partie de leur territoire, regroupant d'excellents pâturages saisonniers, a été expropriée par le régime colonial. Le fait que les Masaï aient accepté récemment un projet d'élevage en ranching qui ne répondait pas totalement à leurs besoins vient en grande partie du souci de protéger les terres qui leur restent. Les Fulbé, décrits par Frantz (1980) se sont trouvés dans une situation plus inhabituelle mais plus favorable lorsqu'ils se sont installés dans le district de Mambila au Nigéria et que les fonctionnaires du gouvernement ont encouragé l'expansion du pastoralisme malgré les revendications et les droits restrictifs invoqués par la population agricole indigène.

Les conséquences d'un contrôle exercé efficacement par l'État vont plus loin que les effets du pastoralisme en soi. L'un des résultats fréquents est le renforcement de la centralisation et de la différenciation au sein des groupes locaux et régionaux à mesure que les relations avec le gouvernement placent l'appareil administratif entre les mains de responsables locaux qui sont souvent les dirigeants traditionnels. On le voit chez les Kababish du Soudan, décrits par Asad (1970) et chez les Baluch du Sud-Est de l'Iran, dont j'ai parlé ailleurs (1973-1974). La différenciation économique et politique s'accroît à mesure que certains membres des groupes pasteurs acquièrent une certaine éducation et entrent dans d'autres secteurs tout en gardant la mainmise sur le secteur pastoral.

Une grande partie des choses dont je viens de parler appartiennent déjà au passé. Que nous réserve donc l'avenir? Certaines caractéristiques de ce passé subsistent : notamment l'encerclement complet et le contrôle efficace exercé par l'État, ainsi que le manque d'affinités culturelles existant entre l'État et ses agents, d'une part, et les peuples pasteurs, de l'autre. Nos recherches devront donc tenir compte en priorité de ces facteurs politiques et examiner dans quelles circonstances les gouvernements agissent en faveur des peuples pasteurs et de l'entreprise pastorale et dans quelles circonstances ils agissent à leur détriment, ainsi que les raisons qui expliquent cette situation, qu'elles soient politiques, culturelles ou économiques, en cherchant à découvrir si elles semblent partir d'intérêts observables ou d'orientations idéologiques. Il conviendra d'accorder une attention particulière, à mon avis, à l'effet des politiques électorales, compte tenu du fait que les pasteurs, même s'ils occupent une grande partie des terres et s'ils sont susceptibles de détenir une part importante de la richesse nationale sous forme de bétail, ne représentent vraisemblablement qu'un faible pourcentage des électeurs. Jusqu'à quel point le pastoralisme, quelle que soit sa contribution potentielle à l'ensemble de la nation, est-il désavantagé par la faiblesse électorale des pasteurs?

Par la même occasion, il nous faut étudier les réponses apportées par les peuples pasteurs face à ces circonstances et la façon dont elles viennent modifier leurs objectifs politiques et leur intention de se servir de moyens politiques à des fins politiques, économiques et culturelles. Quelles sont les situations qui font que l'on exige une plus grande autonomie et quelles sont celles qui amènent à exiger une plus grande intégration? Dans quelles circonstances des groupements disparates s'efforcent-ils de constituer des blocs ethniques à des fins politiques ou autres? Quels sont les paramètres qui définissent le degré de réussite sur ce point?

Ne nous y trompons pas : les facteurs politiques joueront un rôle fondamental pour l'avenir des peuples pasteurs. Nous ne rendrons service à personne en négligeant l'importance des processus et des objectifs politiques.

discussion

Goldschmidt : Il était temps que notre discours se fasse politique. Je pense qu'il est important de parler de l'existence constante des préjugés : préjugés qui durent beaucoup plus longtemps que les menaces physiques réelles auxquelles doivent faire face les pasteurs. Les préjugés sont enracinés et largement répandus ; je les ai même constatés chez un anthropologue indien Pueblo à l'encontre d'un Navaho! On les retrouve partout où il y a des pasteurs.

Autre chose : les pasteurs sont difficiles à imposer et, pour cette raison, les gouvernements ne les aiment pas. En outre, dans la mesure où ils vivent généralement près des frontières de leur pays, ils font presque toujours de la contrebande, s'opposant là encore au pouvoir du gouvernement. En conséquence, le contrôle politique des pasteurs s'est toujours fait au détriment de ces derniers.

Hopcraft : Le pouvoir politique servant à l'occasion à obtenir des avantages économiques, les conflits politiques que vous décrivez n'ont-ils pas une dimension économique?

Salzman : Comme l'indique ma communication, des moyens politiques peuvent servir bien entendu à des fins économiques. Mais il ne s'ensuit pas que tous les conflits sont économiques. Les intérêts politiques, culturels et autres que l'on retrouve chez les gens sont aussi source de conflit.

Marx : L'affirmation selon laquelle les nomades sont des opposants puissants des États ne semble pas être justifiée par les renseignements dont on dispose. Bien entendu, les pasteurs ont déjà fait des incursions, qui gênent considérablement les autorités, mais ils n'ont jamais regroupé leurs forces pendant une longue période. Les États que l'on qualifie de Bédouins ont une population bédouine mais présentent une organisation économique complexe.

Salzman : Il existe de nombreux exemples bien documentés d'opposition des peuples pasteurs face à l'État. Bien entendu, nombre de peuples qualifiés de pasteurs ont eu des bases économiques complexes. Par ailleurs, l'opposition peut prendre plusieurs formes, dont la plus radicale est la prise de l'État. Il serait peut-être utile de passer en revue les différents types d'opposition exercée par les peuples pasteurs et de rapprocher les structures sociales et économiques, d'une part, du type et du degré d'opposition, de l'autre.

Rigby : La question n'est pas de savoir si c'est la base ou la superstructure qui domine. Salzman et Rigby disent tous deux que c'est la politique qui domine. Le problème, au sein d'un mode de production donné, n'est pas la domination éventuelle de l'économie, mais consiste à se demander s'il faut théoriser à propos des relations entre les institutions.